

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**Ministère de la culture et de la
communication**

NOR :

Projet de Décret n°2009- du 2009

pris pour application de l'article 1^{er} de la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la culture et de la communication ;

Vu la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle et notamment son article 93-2 ;

Vu la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse ;

Vu la loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, en son article 6 III ;

Vu le décret n°97-1065 du 20 novembre 1997 relatif à la commission paritaire des publications et agences de presse ;

Décète :

Article 1er

Sont reconnus par la commission paritaire des publications et agences de presse, prévue à l'article 1^{er} du décret n° 97-1065 du 20 novembre 1997 relatif à la commission paritaire des publications et agences de presse, les services de presse en ligne, au sens de l'article 1^{er} de la loi n° 86-897 du 1^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse, répondant aux conditions suivantes :

1° le service de presse en ligne satisfait aux obligations du 1. du III de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, notamment la mise à la disposition du public du nom du directeur ou du co-directeur de la publication et, le cas échéant, de celui du responsable de la rédaction. Conformément à l'article 93-2 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 relative à la communication audiovisuelle, le directeur et le codirecteur de la publication doivent être majeurs, avoir la jouissance de leurs droits civils et ne pas être privés de leurs droits civiques par une condamnation judiciaire ;

2° le service de presse en ligne est édité à titre professionnel ;

3° le service de presse en ligne offre, à titre principal, un contenu utilisant essentiellement le mode écrit, faisant l'objet d'un renouvellement régulier et non pas seulement de mises à jour ponctuelles et partielles. Tout renouvellement doit être daté ;

4° le service de presse en ligne met à disposition du public un contenu original, composé d'informations présentant un lien avec l'actualité et ayant fait l'objet, au sein du service de presse en ligne, d'un traitement à caractère journalistique, notamment dans la recherche, la vérification et la mise en forme de ces informations ;

5° le contenu publié par l'éditeur du service de presse en ligne présente un caractère d'intérêt général quant à la diffusion de l'information et de la pensée ;

6° le contenu publié par l'éditeur ne doit pas être susceptible de choquer l'internaute par une représentation de la personne humaine portant atteinte à sa dignité et à la décence ou présentant la violence sous un jour favorable ;

7° le service de presse en ligne n'a pas pour objet principal la recherche ou le développement des transactions d'entreprises commerciales, industrielles, bancaires, d'assurances ou d'autre nature, dont il serait en réalité l'instrument de publicité ou de communication, et n'apparaît pas comme étant l'accessoire d'une activité industrielle, artisanale, commerciale ou de prestation de service autre que la mise à disposition du public d'informations ayant fait l'objet d'un traitement à caractère journalistique. En particulier, ne peuvent être reconnus comme des services de presse en ligne les services de communication au public en ligne dont l'objet principal est la diffusion de messages publicitaires ou d'annonces, sous quelque forme que ce soit ;

8° l'éditeur a la maîtrise éditoriale du contenu publié. Sur les espaces de contribution personnelle des internautes, il met en œuvre les dispositifs appropriés de lutte contre les contenus illicites ;

9° pour les services de presse en ligne présentant un caractère d'information politique et générale, l'éditeur emploie, à titre régulier, au moins un journaliste professionnel au sens de l'article L.7111-3 du code du travail.

Article 2

Pour l'application du 9° de l'article 1^{er}, sont considérés comme d'information politique et générale les services de presse en ligne dont l'objet principal est d'apporter, de façon permanente et continue, des informations, des analyses et des commentaires sur l'actualité politique et générale locale, nationale ou internationale susceptibles d'éclairer le jugement des citoyens. Ces informations doivent présenter un intérêt dépassant significativement les préoccupations d'une catégorie de lecteurs.

Article 3

Le ministre de la culture et de la communication est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le

Par le Premier ministre

FRANCOIS FILLON

Le ministre de la culture
et de la communication,

FREDERIC MITTERRAND

Le ministre du budget,
des comptes publics
de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat,

ERIC WOERTH